



SNUipp 05

Imprimé au siège de la section
CPP N° 0210 S 05506
Directeur de la publication :
Geoffroy CHEVALIER
Tél. : 04 92.53.45.28
Fax : 04 92 53 78 84
ISSN 1266-6548
Mensuel - Prix au N° 0,76 €

L'école haut-alpine

Sommaire

Edito p. 1
Actualités p. 2 à 4

Bulletin d'adhésion
Supplément : 4 pages direction

Dispensé de timbrage **GAP C.T.C.**

L'École Haut-Alpine

Bourse du Travail - Place Grenette
BP 42
05002 Gap Cedex
<http://05.snuipp.fr/>



PRESSE
DISTRIBUÉE PAR
LA POSTE

Déposé le vendredi 19 septembre 2008

Journée d'action du 07 octobre 2008

Pour la journée du 07 octobre dans le département, nous avons convenu de l'articuler ainsi :

- Manifestation - départ 11h, Place Alsace Lorraine
- Rassemblement et prises de parole à 12h devant la CCI (arrivée de la manifestation)

Mot d'ordre : le travail décent (en déclinant : salaire, conditions de travail, pénibilité).

Tous les détails dans le prochain bulletin.

Edito

On fait un beau
métier !

Quel enseignant n'a jamais ressenti un grand quelque chose lorsqu'un élève, après s'être cassé la tête sur un problème, lève la tête et s'écrie qu'il a compris avec une lueur de satisfaction et de victoire dans les yeux ? Quel enseignant n'a jamais éprouvé une grande fierté quand il a réussi après plusieurs tentatives de rencontres avec des parents de les convaincre de faire suivre leur enfant par le RASED et qu'en plus cette aide a débloqué une situation difficile ? Quel enseignant n'a jamais vu débarquer un ancien élève de quelques années plus vieux qui vient relater les bons souvenirs qu'il a de l'école ?

C'est pour ces raisons et pour un millier d'autres que nous faisons ce métier. Nous avons de la chance de faire un beau métier. Un métier indispensable pour l'avenir d'une nation : l'école forme les citoyens de demain.

Mais voilà, aujourd'hui les enseignants se sentent méprisés, atteints dans leur dignité professionnelle. Toutes les mesures prises ces derniers mois l'ont été sans aucune concertation et de manière unilatérale. S'ajoute à ça une surcharge de travail croissante notamment la mise en place du fameux « soutien scolaire » dont on sait pertinemment que tel qu'il est proposé sera complètement inefficace et nous le démontrerons une fois de plus. La maison Éducation Nationale ferait bien de s'occuper, avec d'autres, des vraies sources de la difficulté scolaire. Que propose l'Éducation Nationale pour les enfants en réelle difficulté : sociale, familiale, comportementale... ? Le soutien scolaire pour ces élèves !? Autant mettre un emplâtre sur une jambe de bois. Et cerise sur le gâteau, cette rentrée voit se mettre en place une tentative de « pointage » sans précédent, comme si les enseignants ne les faisaient pas déjà largement, leurs heures de travail. Et après on entend parler de liberté pédagogique ! La belle affaire. (suite page suivante)

TOUS A PARIS LE DIMANCHE 19 OCTOBRE MANIFESTATION NATIONALE

Pour protester contre la politique de démantèlement systématique des services publics et de l'Éducation Nationale en particulier.

Modalités pratiques en page 3

Le réflexe Internet !

N'hésitez-pas à vous rendre régulièrement sur le site du SNUipp 05 pour des informations en temps réel.

Inscrivez-vous sur la liste de diffusion du SNUipp (sur le site).

C'est avant tout de temps, de confiance et de sérénité dont on a besoin, Monsieur le ministre ! De l'appui de la nation pour son école.

Surtout, ne nous trompons pas de combat ! Quelques collègues, face au mutisme de notre gouvernement se retournent vers le ou les syndicats en les accusant de tous les maux. Ne perdons pas notre énergie en querelles stériles ! Les syndicats n'ont pas de solution miracle à apporter sinon cela se saurait depuis longtemps. S'ils existent, c'est avant tout parce qu'il ont une reconnaissance constitutionnelle et républicaine au même titre que les partis politiques, que

le suffrage universel, que le droit de vote... Mais s'il vivent, c'est parce qu'il y a des gens militants, des gens qui pensent que rien n'est inéluctable, que rien n'est écrit. C'est une forme d'expression et de liberté, ne la gâchons pas.

Certains nous disent qu'au lieu de s'occuper des problèmes de société, on devrait s'occuper des problèmes concrets qui se posent aux enseignants. Et bien je dis que l'on doit faire les deux. Quand la FSU dénonce le capitalisme forcené est-ce bien son rôle ? Oui, parce que les faits nous donnent malheureusement raison. La crise économique sans précédent aux États-Unis

aura des répercussions, elle ne s'arrêtera pas à nos frontières comme le nuage de Tchernobyl. Cette crise risque fort d'aggraver la dette publique et on nous expliquera bientôt qu'il faut supprimer encore plus de postes dans l'Éducation Nationale. Oui, tout est lié et nous devons nous battre sur tous les fronts. Nous devons la revendiquer cette société plus juste et plus solidaire et nous devons surtout la construire. Il en va de notre avenir.

Restons vigilants et mobilisés.

Geoffroy CHEVALIER

Morceaux choisis de l'intervention de Xavier Darcos auprès de la Commission des Finances du Sénat :

« Tout le monde sait qu'en France, si nous scolarisons si tôt les tout petits enfants à 2 ans - 2 ans et demi, ce ne sont pas (sic) pour des raisons scolaires. C'est parce que ça arrange les communes, les maires, ça empêche de fermer des classes. Je serais heureux qu'un jour la nation se pose la question de la politique de la petite enfance et que la petite section ne soit pas la variable d'ajustement des communes en fonction de leur capacité ou pas d'accueillir des enfants ou d'éviter des fermetures de classes, parce que c'est souvent pour ne pas fermer une classe qu'on préscolarise tout petit.

Est-ce qu'il est vraiment logique, alors que nous sommes si soucieux de la bonne utilisation des crédits délégués par l'État, que nous fassions passer des concours bac +5 à des personnes dont la fonction va être essentiellement de faire faire des siestes à des enfants ou de leur changer les couches ? »

Ce à quoi répond Jean Arthuis, Président de ladite Commission :

« Oui, mais pendant très longtemps, vos inspecteurs décidaient de la création ou de la fermeture d'une classe en fonction du nombre d'élèves inscrits et donc si on avait pu inscrire des élèves à 15 mois, je pense qu'on l'aurait fait. »

Et Darcos de conclure : « Je l'ai dit moi-même, ça a été une variable d'ajustement pour éviter des fermetures »

En martelant à une poignée de sénateurs vieillissants (pléonasme ?) - et qui ne connaissent pas non plus leur sujet- que la scolarisation des moins de 3 ans n'est qu'un subterfuge des communes pour éviter des fermetures de classes, le Ministre décroche la médaille de la mauvaise foi. Comment peut-il mentir aussi effrontément ? (il sait pertinemment que les 2 ans n'ont jamais été comptés dans les effectifs, il est Ministre de l'Éducation tout de même !).

Il est également agrégé de lettres, ce qui ne l'empêche nullement d'écorner la syntaxe ou de sécher lamentablement lorsqu'on lui demande de conjuguer un verbe au passé antérieur ou d'utiliser la règle de trois. Un belle leçon d'espoir pour nos élèves en échec scolaire !

Concernant son raisonnement fantasque

sur les pseudo-économies réalisées par les communes en scolarisant les 2-3 ans, le récent rapport sur l'application des lois de financement de la Sécurité Sociale désavoue le Ministre. La diminution du taux de scolarisation des 2-3 ans (moins 27% en 4 ans) n'est pas cohérente au regard de la bonne utilisation de l'argent public. En effet, le coût par enfant est moindre s'il est accueilli en maternelle (4570 euros), plutôt qu'en EAJE (Établissement d'Accueil de Jeunes Enfants, comprenez les modes de garde collectifs alternatifs) où le coût annuel par enfant s'élève à ...13368 euros !

Pour toutes ces raisons, parce que nous en avons marre de l'incompétence de notre ministre, de son mépris de notre travail et de notre profession, mais aussi et surtout du mépris de nos élèves les plus fragiles (suppression programmée de 8000 postes de RASED, dixit Luc Ferry ex-ministre de l'Éducation) aux parents desquels l'on veut faire croire qu'une demi-heure de « soutien » par-ci par-là va remplacer les 72 heures d'enseignement supprimées pour tous les élèves, mobilisons-nous le 7 octobre et faisons de cette journée d'action le miroir de notre colère.

200 €, 400 €, 600 €, 1500 € ?

A quand la revalorisation de tous ? Le ministère vient d'annoncer des mesures indemnitaires pour les débuts de carrière et les directeurs. Le SNUipp exige l'ouverture de négociations en faveur des rémunérations de tous.

Enfin ! Des revalorisations d'automne pour les débuts de carrière et les directeurs. Après les nouveaux enseignants et leur prime de 1 500 Euros, les directrices et directeurs d'école voient leur indemnité

majorée.

Celle-ci s'élèvera désormais à 1495,64€ pour les écoles de 1 à 4 classes, 1695,64 € pour celles de 5 à 9 classes, et 1895,64 € pour celles de plus de 10 classes. Une partie fixe s'élevant à 1295,64€ sera versée mensuellement mais la majoration, de 200, 400 ou 600 € selon la taille de l'école, sera versée intégralement en novembre.

« Bonne nouvelle » se félicite le SNUipp qui n'a jamais voulu clore ces deux dossiers. En effet, cette "prime d'entrée dans le métier" était déjà programmée dans le budget

de 2005. Sauf qu'elle n'avait jamais été versée jusqu'alors.

Une campagne de carte postale « notre dû », éditée par le SNUipp, en demandait le versement.

Ces deux primes ne règlent en rien la baisse de plus de 7% du pouvoir d'achat des enseignants depuis 2000. Le SNUipp a rappelé au ministre qu'il demande une prime d'équipement pour tous et l'ouverture de négociations sur la revalorisation de nos rémunérations.

A Paris, le 19 octobre pour l'école

De petites phrases en mesures, Xavier Darcos sème le trouble tout en faisant des économies sur l'école. Les organisations syndicales et les mouvements pédagogiques poussent un cri d'alerte et appellent à une manifestation nationale.

Le travail de sape est bien orchestré. En cette rentrée, le ministre de l'Éducation nationale prend toute sa place dans les médias. Il y développe son sens de la formule tout en manipulant les esprits. Une école « nouvelle génération » et « moderne » fait sa rentrée. On serait tenté d'applaudir des deux mains si la suite du discours n'était si attendue : « L'Éducation nationale poursuivra en 2009 son effort de réduction de l'emploi public. Nous pouvons y parvenir, sans modifier le taux d'encadrement des élèves par les enseignants, mais en procédant aux réformes de structure et de

productivité qui s'imposent. » Et tout le reste est à l'avenant jusque sur la maternelle devant le Sénat : « Est-ce qu'il est vraiment logique que nous fassions passer des concours à bac +5 à des personnes dont la fonction va être essentiellement de faire faire des siestes à des enfants ? ».

Cette façon de discréditer l'école jette le trouble chez les parents et les enseignants. Mais qui peut rester dupe sur les intentions ? Les 13500 suppressions de postes annoncées se traduiront par la suppression de 6000 postes dans les écoles alors que 15400 élèves supplémentaires sont attendus en septembre 2009. « Nous poussons aujourd'hui un cri d'alerte » déclarent dans un communiqué commun les organisations syndicales et mouvements pédagogiques qui appellent à manifester le 19 octobre à Paris. « Nous voulons une politique éducative ambitieuse faisant avancer notre école publique en mettant au cœur la réussite de

tous les jeunes » répondent-ils au ministre qui depuis son arrivée au ministère fait des économies sur son dos. Cette manifestation viendra comme le point d'orgue d'un mois de contestation qui a démarré le jeudi 11 autour des rassemblements, conférences de presse pour faire entendre la voix des enseignants et parents, leurs craintes pour l'avenir et, les besoins à cette rentrée notamment en terme de postes.

Rendez-vous est aussi pris le 7 octobre. Cette journée pour le travail décent, sur l'emploi, le pouvoir d'achat sera l'occasion de mettre sur la table la question de la revalorisation salariale pour tous et des conditions de travail. Les enjeux sont de taille et la politique actuelle risque d'affaiblir durablement le service public d'éducation.

Le SNUipp appelle les enseignants à se mobiliser car « l'école est notre avenir ».

TOUS A PARIS LE DIMANCHE 19 OCTOBRE MANIFESTATION NATIONALE

Pour protester contre la politique de démantèlement systématique des services publics et de l'Éducation Nationale en particulier.

Modalités pratiques : La FSU PACA a

réservé un TGV au départ d'Aix-en-Provence. Aller-retour dans la journée. Une souscription est lancée pour financer le déplacement. Si vous ne pouvez pas venir, faite un geste et participez à la souscription.

Inscrivez-vous à la manif par mail : snu05@snuipp.fr ou fsu05@fsu.fr, par

téléphone : 04 92 53 45 28. Nous vous donnerons ensuite le complément d'information : horaires, co-voiturage jusqu'à Aix ,etc....

Participez à la souscription en envoyant un chèque au Snuipp 05 ou à la FSU 05.

Organisez des souscriptions par école : mieux vaut 2 €X 10 collègues que 5 €tout

SE SYNDIQUER...

1. A quoi ça sert ?

Etre syndiqué(e), c'est l'assurance de recevoir, à domicile, toutes les informations locales, départementales et nationales, du SNUipp et de la FSU. C'est aussi la possibilité de participer aux décisions, de s'investir à son rythme.

2. Le syndicat est-il indépendant ?

On ne le répètera jamais assez... Ce sont les syndiqués, et eux seuls, qui élaborent la "politique" du syndicat. Les différentes instances (Conseil Syndical, Congrès...) sont ouvertes à tous ceux qui souhaitent y assister.

La vie démocratique est une préoccupation constante du SNUipp.

3. Le syndicat est éloigné de mes préoccupations.

Que ce soit sur les aspects professionnels, sociaux, pour les affectations, les changements d'échelon, les réflexions sur le métier, la recherche... il n'y a guère de sujets

qui ne sont pas abordés, à un moment ou un autre, par le SNUipp.

4. Le syndicat, ça prend du temps ?

Le syndicat prend le temps... qu'on souhaite lui consacrer ! Il n'y a aucune obligation, même si toutes les bonnes volontés sont les bienvenues.

5. Le syndicat est-il efficace ?

Pour se convaincre du contraire, essayez tout seul ! Le syndicalisme, ce n'est pas autre chose qu'une vieille idée, toujours d'actualité : ensemble, on est plus efficace qu'isolé !

7. Le syndicat freine toute évolution du métier.

Ce serait plutôt le contraire : en posant, comme jamais avant dans le pays, la question de la transformation de l'école pour lutter contre l'échec scolaire, en organisant le débat avec la profession, les parents, les chercheurs... le SNUipp participe à l'évolution du métier.

8. C'est trop cher !

Allez, on l'avoue, ce n'est pas donné. Mais cela représente très exactement les coûts engagés pour éditer et acheminer les différents bulletins, financer les actions, les charges : déplacements, téléphone... Le SNUipp n'a pas d'autres revenus et n'est pas subventionné (ce qui est aussi la garantie de son indépendance).

9. Le syndicat est corporatiste !

Les élus du SNUipp jouent, pleinement, leur rôle de représentants du personnel dans les commissions paritaires. Un rôle apprécié, semble-t-il, par la grande majorité des collègues qui place le SNUipp en tête des élections paritaires et en progrès constants. Mais l'activité du SNUipp ne doit pas s'arrêter là, bien au contraire ;

10. Le syndicat s'occupe trop de pédagogie.

En fait, il n'y a pas de sujet privilégié au SNUipp : défense individuelle, action collective, débats et réflexion sur le métier, tous ces aspects sont traités, sans exclusives.

APPEL DES CONFEDERATIONS ET DE FEDERATIONS POUR LA JOURNEE DU 07 OCTOBRE 2008

Appel unitaire à des mobilisations d'ampleur, dans tout le pays, le 07 octobre 2008

Le 07 octobre 2008, les organisations CFDT, CFE-CGC, CGT, FSU, Solidaires et UNSA appellent les salariés à participer massivement à la journée d'action syndicale mondiale pour le travail décent à l'initiative de la CSI.

Une mobilisation d'ampleur est nécessaire

pour promouvoir dans le monde les libertés et la solidarité, avec la volonté de faire reculer la précarité et la pauvreté.

Dans notre pays, ce sera l'occasion pour les salariés dans toutes les professions et sur tout le territoire d'affirmer l'exigence d'emplois de qualité pour toutes et tous, de salaires revalorisés, d'amélioration des conditions et de la durée du travail respectant la santé et la dignité des personnes, d'une protection sociale et de retraite garantie et de haut niveau, **des services publics efficaces et contribuant à la cohésion sociale.**

Le 07 octobre donnera lieu à des initiati-

ves sur l'ensemble du pays (rassemblements, manifestations, actions ciblées...)

A Paris, la journée de mobilisation se terminera par un rassemblement unitaire, syndical, européen et international à 17h au Trocadéro.

Les organisations signataires de cet appel demandent à leurs organisations professionnelles et territoriales de se rencontrer pour décider des formes et des modalités de mobilisation permettant la plus large implication des salariés.

communiqué de presse sur les déclarations de Xavier Darcos sur l'école

Le ministre de l'Éducation Nationale multiplie les annonces provocatrices vis-à-vis de l'école maternelle. Ainsi il n'a pas hésité à affirmer devant les sénateurs le 03 juillet 2008 : « Est-ce qu'il est vraiment logique, alors que nous sommes si soucieux de la bonne utilisation des crédits de l'Etat, que nous fassions passer des concours à bac + 5 à des personnes dont la fonction va être essentiellement de faire faire des siestes à des enfants ou de leur changer les couches ? ».

Cette intervention témoigne d'une méconnaissance totale de l'école maternelle !

Quel mépris pour l'école maternelle et pour ses enseignants dont le rôle en matière d'apprentissage et de réussite scolaire est reconnu par tous !

Mais ne faut-il pas voir derrière cette déclaration provocatrice la volonté de cacher le fait que des élèves ne sont pas accueillis en cette rentrée. En effet, en raison de l'insuffisance du nombre de postes, ce sont 40 000 élèves qui auraient pu être scolarisés si le taux de scolarisation de 2005-06 avait été maintenu. Ils restent aujourd'hui à la porte de l'école.

Le ministre considère-t-il qu'aucun travail n'est effectué en maternelle ? Ce n'est pas l'avis des parents d'élèves, et pourtant c'est ce que peut laisser penser l'absence de distribution des programmes* aux parents

de l'école maternelle.

L'école maternelle française constitue une référence et un exemple en Europe : elle est source de réussite et de progrès pour les élèves. Par respect des enseignants et des écoles maternelles, le SNUipp demande au ministre de retirer ces paroles blessantes et irresponsables qui jettent le trouble sur l'intérêt de la scolarisation en maternelle.

Il appelle les enseignants et les parents à participer massivement aux actions du 07 et du 19 octobre.

* Le guide distribué par le ministre n'a pas été distribué en maternelle.

Service Minimum d'accueil Une atteinte au droit de grève, une menace pour le remplacement...

Le service minimum d'accueil (SMA) n'est pas seulement une atteinte au droit de grève, mais il met également en danger le principe du remplacement des enseignants absents; le SMA permet l'accueil des élèves par un personnel non enseignant même en cas de maladie.

C'est une attaque grave contre le service public d'éducation en substituant à l'obligation scolaire d'enseignement, une simple obligation d'accueil.

La loi prévoit :

« Tout enfant scolarisé dans une école maternelle ou élémentaire publique ou privée sous contrat est accueilli pendant le temps scolaire pour y suivre les enseignements prévus par les programmes. Il bénéficie gratuitement d'un service d'accueil

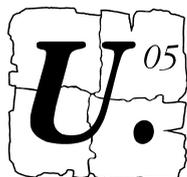
lorsque ces enseignements ne peuvent lui être délivrés en raison de l'absence imprévisible de son professeur et de l'impossibilité de le remplacer. Il en est de même en cas de grève... »

« ...toute personne exerçant des fonctions d'enseignement dans une école maternelle ou élémentaire publique déclare à l'autorité administrative, au moins quarante-huit heures, comprenant au moins un jour ouvré, avant de participer à la grève, son intention d'y prendre part. »

Cet article fait injure au professionnalisme des enseignants qui ont toujours prévenu les familles en cas de grève.

Devant cet état de fait, le SNUipp préconise d'appliquer la loi mais rien que la loi, c'est à dire prévenir l'administration 48 heures à l'avance pas plus

Le SNUipp condamne cette loi liberticide qui ne garantit pas un accès quotidien à l'enseignement pour tous les élèves.



A la rentrée, je me syndique !

Ce bulletin vous a été adressé grâce au fichier informatique du SNUipp 05. Droit d'accès en vous adressant à la section.